

AKTUELL

MIGRATION

Point de non-retour

Frédéric Braun



À travers le cas de l'agence Frontex, accusée de complicité dans des violations des droits fondamentaux, l'Europe prouve une nouvelle fois que ses valeurs ne sont pas universelles.

Les accusations sont graves, même si elles ne surprennent guère. L'agence Frontex se serait rendue complice de graves violations des droits de l'homme commises par des gardes-frontières nationaux à l'encontre de migrants et de réfugiés. C'est du moins ce que prouvent des documents internes obtenus par un groupe de journalistes investigateurs, et ce sur demande auprès de l'agence elle-même. Dans certains cas, Frontex aurait elle-même agi contre les principes les plus élémentaires que l'UE promeut et dont elle se veut la garante.

Les faits relatés concernent la Bulgarie, la Grèce et la Hongrie. Interrogée sur cette enquête, Frontex a nié en bloc les accusations et exclu « toute implication de ses propres officiers dans des violations des droits fondamentaux ». Mais les documents obtenus indiquent autre chose : ils relatent comment, à plusieurs reprises, des gardes-frontières nationaux auraient fait un usage disproportionné de la force, en utilisant notamment sur des migrants et réfugiés des sprays au poivre, en abusant d'eux. Toutes ces affaires ont été classées sans suite. Ce n'est pas tout : Frontex a continué à coopérer avec ces pays. D'où l'accusation de complicité.

Dans son communiqué, Frontex se cache derrière l'argument que « si elle peut suspendre un agent déployé par Frontex dans le cadre de ses opérations, elle n'a pas autorisé sur le comportement des polices aux frontières locales ». La Commission européenne

pour sa part a fait savoir que « toute forme de violence ou de maltraitance envers des migrants et des réfugiés est inacceptable » et qu'elle allait prendre au sérieux ces « allégations ».

L'obscénité ordinaire

Or ce n'est pas la première fois que Frontex est accusée de maltraitances. Et que l'UE est prise en flagrant délit de regarder ailleurs quand des migrants sont maltraités ou meurent à ses frontières. Cette impression est confirmée encore par l'annonce récente de Frontex sur l'utilisation de drones pour survoler et regarder les migrants en train de mourir en mer. Après tout, l'obligation légale de sauver des navires en détresse ne s'applique pas aux engins volants, comme le résume le « Guardian ». Des déclarations, comme celle récemment de la présidente croate Grabar-Kitarovic, comme quoi « un peu de force est nécessaire pour repousser » les migrants à la frontière bosniaque, donnent encore plus l'image d'une Europe hypocrite d'une part et en divorce ouvert avec des impératifs moraux de base.

Pendant ce temps-là, Frontex recrute : 10.000 officiers jusqu'en 2024 (!), tandis que sur YouTube, des employés de l'agence installée à Varsovie vantent la capitale polonaise : « a vibrant city », avec ses « really nice restaurants », son aspect « very multicultural » qui vous permet de « meet people from all over the world ». Sans oublier l'environnement de travail particulièrement attrayant pour les stagiaires qui sont « really treated as colleague[s] ». À aucun moment il n'est question de migrants ou de valeurs défendues. Au lieu de cela, l'obscénité ordinaire, en coulisses de la gestion de la pire expérience humaine en ce début de siècle.

SHORT NEWS

« Casier secret » : pas de contradiction

(rg) - À question record, réponse record : les chrétiens-sociaux s'étaient empressés, une semaine après le long débat à ce sujet à la Chambre des député-e-s le 10 juillet, de dresser une longue liste de questions (à leur avis) laissées sans réponse dans l'affaire du « casier secret ». Aux six pages de questions très détaillées (question parlementaire n° 906) cosignées par le duo Mosar et Roth, le duo de ministres Braz et Bausch (Déi Gréng) a livré pas moins de 65 pages de réponses - dont une bonne moitié constituée de « screenshots » des différents moteurs de recherche des fichiers « JU-CHA » (justice), « FC » et « Doculite » (police). Le délai de réponse lui aussi est inhabituellement court : la trêve estivale a permis de compiler les réponses en trois semaines, bien en dessous du délai normal d'un mois. En fait, les ministres essaient surtout de réfuter les contradictions relevées par les députés du CSV entre les propos de la procureure générale et les ministres eux-mêmes : ils indiquent par exemple que le « dossier pénal », tenu par les magistrat-e-s chargé-e-s d'une affaire, est distinct d'éventuels dossiers constitués en aval par la police. Ce « dossier pénal » et tous les éléments qu'il contient seraient accessibles à la défense, et il n'y aurait donc pas d'éléments inconnus de l'accusé qui pourraient influencer les juges.

#FreeSarлак

(is) - Bereits letztes Jahr berichtete die Organisation für Zivil- und Strafrecht „Detained in Dubai“ von Joseph Sarlaks Schicksal: Seit 2016 sitzt der Australier unschuldig in Qatar im Gefängnis. 2004 reiste der damalige Mitarbeiter von „Clearspan Technology“ aus Queensland in das arabische Emirat, um den Zuschlag für ein lokales Zivilprojekt für den „Qatar Airways Amiri Hangar“ einzuholen. Zwar war er erfolgreich, doch geriet er dabei an einen einflussreichen Geldgeber in finanziellen Nöten. Der Sponsor leitete zunächst ein Verfahren wegen Fluchtabsicht gegen Sarlak ein, der Qatar unberechtigten Gerüchten zufolge ohne Einwilligung verlassen wollte. Dies verstößt gegen das dortige Gesetz. Im Anschluss plünderte der Geldgeber, der die in Qatar neuregistrierte Sektion der Firma integral finanzierte, die Firmenkonten und verwickelte Sarlak ohne dessen Wissen in illegale Handlungen. Die Urteile gegen Sarlak wurden laut seiner Anwältin und CEO von „Detained in Dubai“, Radha Stirling, mittlerweile aufgehoben. Warum er nach wie vor in Haft sitzt? Weil in der Zwischenzeit sein Visum abgelaufen ist und Qatar ihm deswegen die Ausreise sowie die Freilassung verweigert. Vor wenigen Tagen rief Amnesty International nun die australische Außenministerin Marise Payne dazu auf, sich gegen die katarische Regierung zu positionieren und die Ausreise Sarlaks einzufordern. Unter #FreeSarлак solidarisieren sich Menschen weltweit auf Twitter mit dem schwerkranken Inhaftierten.

online

Klima, Äerdschëff und Proust

En plus de notre édition hebdomadaire sur papier, nous publions régulièrement des articles sur woxx.lu. Par exemple:

Neben der Printausgabe publizieren wir regelmäßig neue Artikel auf woxx.lu, hier einige Highlights dieser Woche:

Carole Thoma (Déi Lénk): Klima, Kapital, Klassenkampf Radikalität, Klassenkampf und Ökosozialismus waren die Themen unseres Interviews mit Carole Thoma über die Sommer-Uni von Déi Lénk. woxx.eu/thoma

Äerdschëff, enfin lancé ! Depuis une semaine, ça travaille dur autour de la construction de la géonef luxembourgeoise. Premières impressions et informations pour les personnes intéressées. woxx.eu/geonef

Wie argumentiert man gegen Klimawandelleugner*innen? Das Klima-Bündnis Lëtzebuerg will Klimaskeptiker*innen nicht das Feld überlassen und hat deswegen eine Reihe von Argumenten gegen häufig verbreitete Mythen vorbereitet. woxx.eu/klimargumentieren

Des nouvelles inédites du jeune Marcel Proust Un recueil de textes inédits de l'écrivain français Marcel Proust est annoncé pour le mois d'octobre. woxx.eu/proust